



URGENCE À SE MOBILISER POUR UN AUTRE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION...

...ET POUR UN AUTRE PROJET D'ÉCOLE

EDITO

Cette rentrée 2025 est marquée par un fort niveau de mobilisation sociale pour exiger une autre politique budgétaire que celle appliquée depuis des années. Les personnels de l'Éducation, avec d'autres travailleur-euses, sont mobilisé-es pour exiger, plus que jamais, la fin de l'austérité, de la précarisation et de l'injustice sociale.

Si le flou politique et l'instabilité gouvernementale ont quelque peu éclipsé la rentrée dans l'Éducation, la situation dans les écoles ne s'est pas améliorée comme par miracle pendant l'été. Certes on peut remarquer une certaine « déprise démographique », terme employé allégrement par le ministère, mais cela n'a pas eu d'effets notables sur les effectifs par classe. De même, trop de classes étaient encore sans enseignant-es aux premiers jours d'école. Alors, pour maintenir un affichage et une communication conformes aux engagements de la ministre démissionnaire (améliorer le remplacement), une bonne partie des personnels remplaçants s'est retrouvée affectée dans une classe. Si ces collègues remplaçant-es sont affecté-es à l'année, cette organisation aura des effets délétères dans les mois à venir, avec un vivier amoindri et des impossibilités de remplacer quand les premiers arrêts maladie hivernaux surviendront, ou que les premières formations ne pourront se tenir faute de personnels...

Ce manque récurrent de personnel (qui touche aussi les AESH et qui entraîne l'absence d'aide pour tant d'élèves avec des notifications MDPH) est bien le fruit d'un manque d'attractivité de nos métiers dû en grande partie au faible niveau de nos rémunérations, à la dégradation de nos conditions de travail, au manque de formation continue, aux difficultés à muter, mais aussi aux pressions hiérarchiques ou au manque de considération de la part de notre institution. Le tableau n'est pas reluisant, mais il a malheureusement le mérite d'être constant depuis des années. Cette constance dans la maltraitance pousse d'ailleurs bon nombre de collègues à envisager une réorientation professionnelle. Impensable il y a encore 15 ans...



Et que dire des programmes imposés, de l'empilement des injonctions pédagogiques ou de la perte du sens du collectif dans les écoles ? Cette perte de sens n'est pas qu'une expression ou une rengaine. Elle est palpable au quotidien et nous craignons qu'elle s'accroisse, notamment au regard de l'orientation que le ministère veut donner à la direction d'école. Au-delà de ce qu'il va arriver à nos collègues directeur-trices (voulu-es comme de véritables chef-fes d'établissement), nous nous inquiétons de ce que cela va impliquer sur le collectif de travail et sur les tensions qui vont apparaître. C'est la remise en cause profonde du fondement de l'école dans le 1^{er} degré.

Face à tout cela, il y a bien urgence à se mobiliser pour un autre Service public d'Éducation, pour un autre projet d'École et pour gagner sur nos revendications. Après le 2 octobre, à nous de continuer la lutte.